

Résonances

L'actu du Pôle ressources

Pôle ressources ville et développement social

Centre de Ressources
Politique de la Ville ouest
francilien



39 rue des bussys
95600 Eaubonne
01.34.05.17.17
contact@lepoleressources.fr

< Cycle de qualification, temps #1, 9 juin, 10h-11h45, webinaire >



INÉGALITÉS ET MAL-LOGEMENT : DE QUOI PARLE-T-ON ?

Dans le cadre du cycle « Les territoires à la loupe », le Pôle ressources organise une première matinée « Inégalités et mal-logement : de quoi parle-t-on ? ». Ce webinaire se donne pour objectif de dresser un état des lieux des inégalités, de la pauvreté et de la précarité, et de leurs évolutions (à l'échelle nationale et régionale), mais aussi de mieux comprendre les principaux concepts et indicateurs utilisés dans les différents rapports et enquêtes. Dans un contexte où les déséquilibres territoriaux s'accroissent, il s'agira notamment, en présence de la Fondation Abbé Pierre et de l'Observatoire des inégalités, de mieux appréhender les phénomènes nationaux pour pouvoir anticiper leurs effets dans les territoires et nourrir les politiques publiques locales.

www.lepoleressources.fr/actions/inegalites-et-mal-logement-de-quoi-parle-t-on/

< Réseau national des CRPV, cycle de webinaires >



L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES : UN ENJEU POUR LA FUTURE CONTRACTUALISATION DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Dans les quartiers prioritaires, l'égalité réelle entre les femmes et les hommes peine encore à devenir une réalité, dans un contexte marqué par la précarité, l'isolement, les freins à la mobilité sociale et géographique ou encore des préjugés persistants. Tout comme la lutte contre les discriminations et la jeunesse, l'égalité femmes-hommes fait partie des axes transversaux des contrats de ville. Pour autant, elle n'a pas été prise en compte de manière effective sur tous les territoires et reste un enjeu pour la future contractualisation de la politique de la ville. À ce titre, le réseau national des Centres de

ressources politique de la ville (RNCRPV) propose un cycle de webinaires, entre juin et octobre 2023, autour de quatre enjeux relatifs à l'égalité femmes-hommes (vieillesse ; santé ; freins dans l'accès à l'emploi et enfin approche intégrée de l'égalité femmes-hommes dans la politique de la ville). Le premier, le 8 juin, portera un regard particulier sur le vieillissement des femmes des quartiers populaires, en observant leurs conditions de vie, de ressources, de logement ou encore d'accès aux équipements et aux services, au seuil et au cours de la retraite.

www.reseau-crpv.fr/evenement/femmes-des-quartiers-populaires-et-enjeux-du-vieillessement/

< Rencontre, 2 juin, 9h30-14h, Paris >

CONSTRUIRE UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE JUSTE DANS LES QUARTIERS

Les centres de ressources politique de la ville (CRPV) franciliens, en partenariat avec la préfecture de région d'Île-de-France, proposent les prochaines rencontres régionales de la politique de la ville. Au cours des travaux menés sur l'évaluation des contrats de ville, la question de la transition écologique dans les quartiers prioritaires est apparue comme un véritable enjeu. Ainsi, un séminaire régional est organisé, sous forme de temps d'échanges et de réflexion. Animé par les CRPV d'Île-de-France, cet événement visera à aborder la question des inégalités en matière de transition écologique, à présenter les orientations publiques et à mettre en lumière des démarches locales initiées.

www.lepoleressources.fr/actions/construire-une-transition-ecologique-juste-dans-les-quartiers-prioritaires/

< 6, 8 et 9 juin, 3 villes dans le Val d'Oise >

ANIMATION DE RÉSEAU DES CHARGÉ-ES DE COOPÉRATION

En partenariat avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) du Val d'Oise, le Pôle ressources anime le réseau des chargées de coopération, en charge des conventions territoriales globales (CTG) à l'échelle des villes. Suite à de premières rencontres en mars 2023 (avec plus de 80 participant-es), des secondes sont programmées, pour approfondir les échanges et réflexions impulsées. Par ailleurs, deux formations vont être initiées, l'une dédiée aux méthodes d'intelligence collective, l'autre sur l'évaluation.

www.lepoleressources.fr/actions/des-conventions-territoriales-globales-avec-la-caf-du-val-doise/

National / Régional

Jeunesse

EXPÉRIMENTER POUR PRÉVENIR ET LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS ENVERS LES JEUNES

Depuis 2019, différentes initiatives ont été soutenues par le programme « Prévention et lutte contre les discriminations envers les jeunes » porté par le Fonds d'expérimentation pour la jeunesse (FEJ), afin de favoriser la réussite scolaire des élèves et améliorer l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de moins de 25 ans. Afin de présenter les résultats de cette expérimentation, une journée d'échange « Expérimenter pour prévenir et lutter contre les discriminations envers les jeunes » est organisée le 13 juin prochain, à Montreuil. Autour de tables rondes, de témoignages et de stands thématiques, la parole sera donnée aux jeunes, aux porteur-seuses de projets, aux chercheur-euses et aux acteur-rices institutionnel-les, pour partager les actions qui ont fait leurs preuves auprès des victimes, des témoins et des auteur-rices.

https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSe1VTgawbb_M8HlzUDDFCXekeY9qpQWpxOLr_F-UklkyBG1qg/viewform

Participation

DÉMARCHES PARTICIPATIVES DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES. ÉTAT DES LIEUX 2014-2023

A l'aune de la nouvelle contractualisation, l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) publie un état des lieux (2014-2023) des démarches participatives à l'œuvre dans les quartiers prioritaires. Celui-ci revient sur l'expérience des conseils citoyens et donne à voir d'autres formes de participation citoyenne telles l'expérience des tables de quartiers, les démarches et les outils développés par le mouvement ATD Quart Monde, ou encore d'autres formes de participation visant à reconnaître

et valoriser les ressources des quartiers et de leurs habitant-es. Plusieurs préconisations sont également formulées, en rappelant notamment l'importance de mieux définir la participation pour sécuriser l'engagement, sensibiliser les professionnel-les et élu-es à « faire avec » plutôt que « faire pour », construire une vision commune, reconnaître, évaluer et rendre compte, et garantir les moyens de la participation.

<https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/les-demarches-participatives-dans-les-quartiers-prioritaires-etat-des-lieux-2014-2023-1107>

En bref

● Discriminations et santé : comment lutter contre les discriminations pour réduire les inégalités de santé ?, table-ronde, Fabrique territoires santé, 26 mai, 15h30-17h30, en ligne
<https://forms.gle/pRFpxTdr8b-2B9uEX8>

● Diagnostic de l'offre de service public. Pacte des Solidarités, appel à projets, Drieets Île-de-France, jusqu'au 25 mai
<https://idf.drieets.gouv.fr/Appel-a-projets-Diagnostic-de-l-offre-de-service-public-Pacte-des-Solidarites>

● Les quartiers de reconquête républicaine, rapport, Cour des comptes, 24 avril
www.ccomptes.fr/fr/documents/64165

Ouest francilien (Hauts-de-Seine / Val d'Oise / Yvelines)

Ouest francilien

QUARTIERS RÉSILIENTS : 2 SITES RETENUS DANS L'OUEST FRANCILIEN

Le ministre délégué à la Ville et au Logement a dévoilé, le 27 avril dernier, les noms des 25 premiers sites retenus comme "territoires pilotes", dans le cadre de la démarche "Quartiers résilients". Car, si la démarche concerne les 453 projets NPNRU, les territoires pilotes, sélectionnés au regard de leur vulnérabilité, sur la base de 14 indicateurs, comme le taux de pauvreté ou le nombre de logements exposés au bruit, vont bénéficier d'un accompagnement renforcé de l'Anru et de ses partenaires (animation locale, ingénierie, financements complémentaires...). Parmi les 25 premiers sites retenus, 2 sont situés dans l'ouest francilien : dans les Yvelines, le quartier du Val Fourré à Mantes-la-Jolie (Communauté Urbaine Paris Seine et Oise), et dans le Val d'Oise, le quartier Dame Blanche Nord à Garges-lès-Gonesse (Agglomération Roissy Pays de France). 25 autres sites devraient être désignés d'ici cet été.

<https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/DP%20QR%2027%20avril.pdf>

Hauts-de-Seine

RÉNOVATION URBAINE ET POLITIQUE DE LA VILLE : CONSÉQUENCES SUR LE PARC SOCIAL ET SES HABITANT-ES

L'association "Observatoire de la précarité et du mal logement des Hauts-de-Seine" (OPLM 92) organise, le 31 mai prochain, la matinée « Rénovation urbaine et politique de la ville : conséquences sur le parc social et ses habitants », en partenariat avec le Pôle ressources. Ce webinaire se donne pour objectif de sensibiliser aux effets des politiques urbaines, parfois paradoxaux, sur les territoires les plus fragiles et les populations les plus précaires, en matière notamment d'accès au logement. La matinée débutera par un rappel des fondamentaux de la Politique de la ville et de la rénovation urbaine, et sera ponctuée de plusieurs temps d'échanges, s'intéressant aux réalités altoséquanaises.

<https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSdcvRiFhMEINGJk1bYcwCN3YbrVUP7ApXWS-Z-tkx02hJA2Q/viewform>

Ouest francilien

MOUVEMENTS

● **Diego Olivary Berno**, chargé de Mission Sport Santé, ville de Villiers-le-Bel ● **Emeline Vidot**, déléguée du Préfet, territoires de Gonesse et Goussainville ● **Romane Urbano**, chargée de projet opérationnel Cité Éducative, Gennevilliers ● **Charlotte Bracque** chargée de projet opérationnel Cité Éducative, Sarcelles ●

Fiche expérience

Cergy

L'UTILISATION DES RÉSEAUX SOCIAUX POUR PALLIER AUX DIFFICULTÉS À TOUCHER LES JEUNES FILLES

A Cergy, le Plan Régional d'Insertion pour la Jeunesse (PRIJ) a permis la mise en place d'une démarche d'« aller vers » en investissant les réseaux sociaux, avec le recrutement de deux mobilisatrices de parcours web, afin de toucher les jeunes filles des quartiers prioritaires, peu visibles dans les espaces publics.

Le PRIJ, expérimentation lancée par la Préfecture de Région Île-de-France, concerne les jeunes des quartiers prioritaires (de 16 à 30 ans) peu qualifiés, qui ne sont ni en emploi, ni en étude, ni en formation (NEET) et qui ne sont pas accompagnés par le service public de l'emploi. La démarche a pour objectif de faire collaborer les acteur·rices de l'insertion afin de repérer ces jeunes et de leur proposer un accompagnement global individualisé, qui prend en compte leurs freins à l'emploi.

La mise en place d'un programme dédié à la mobilisation à travers le web

Lancé fin septembre 2021 à Cergy, le PRIJ y est porté par la Mission Locale de Cergy-Pontoise, en partenariat étroit avec la préfecture de Val d'Oise. Dès le départ, les acteur·rices ont souhaité apporter une réponse à la difficulté de toucher les jeunes filles par des démarches d'« aller-vers ». Celles-ci sont, en effet, moins présentes au sein de l'espace public, dans leur propre quartier. *Les approches habituelles touchent plus les jeunes garçons*, explique Matthieu De Vriendt, délégué du Préfet sur Cergy et Osny et chargé de la thématique emploi dans le département. Ce constat est également partagé par les acteur·rices de l'insertion, dont les équipes d'éducateur·rices de rue. Les premiers résultats du PRIJ vont également dans ce sens puisqu'en avril 2022, parmi les jeunes repérés dans ce cadre, 74% étaient des garçons et 26% des filles. Afin d'apporter des solutions à ce constat, en s'appuyant sur la dynamique du PRIJ, la Mission locale, la Sauvegarde du Val d'Oise et l'association le Moulin du Pont Rû se sont rassemblés via un consortium, pour candidater à l'appel à projet 100% Inclusion du Plan d'investissement Compétences (PIC) en présentant notamment un plan de mobilisation des jeunes via les réseaux sociaux. *Ces acteur·rices possédaient une expérience de travail en commun réussie, ce qui a facilité leur collaboration*, souligne

Ludivine Robin Goyet, cheffe de projet "séjours jeunes" et coordinatrice 100% inclusion au Moulin de Pont Rû. Lauréat, le consortium a recruté deux mobilisatrices de parcours web en janvier 2022, dont les missions principales consistaient à produire du contenu à diffuser sur les réseaux sociaux, afin d'établir un contact avec le public cible, et particulièrement les jeunes filles, et de leur proposer d'intégrer le parcours PRIJ.

Le lancement d'un plan communication ciblé et différencié

Les pages et comptes sur les réseaux sociaux ont été lancés en mars 2022. En amont de leur création, les mobilisatrices, Mélina Aïssou et Déborah Kitabi, ont défini les publics visés pour chaque réseau : pour les partenaires et les proches des jeunes, LinkedIn et Facebook, et directement pour la jeunesse, Instagram, TikTok, Snapchat ou encore WhatsApp. Ainsi, les publications sont ciblées et adaptées aux publics et poursuivent deux buts : attirer l'attention des jeunes, à travers des vidéos courtes avec une phrase percutante, inspirées par les challenges et la musique tendance du moment, faire passer des informations via des posts fixes et des tchats sur WhatsApp. Benjamin Hoffmann, coordinateur du PRIJ, souligne également l'enjeu de mettre en avant les partenaires du territoire et leurs actions via les publications sur les réseaux. Lorsque les jeunes s'abonnent aux pages ou réagissent aux publications, les mobilisatrices lancent des conversations instantanées. *Quand on rentre en contact avec les jeunes, on leur pose des questions généralistes, sur leur ville, leur âge et leur situation. On les oriente vers les partenaires, les forums de l'emploi et on leur donne des informations, même lorsqu'ils ne rentrent pas dans les critères du PRIJ, précise Déborah Kitabi. On privilégie une approche plus informelle dans la prise de contact et ça marche mieux que les messages automatiques*, complète Mélina Aïssou.

De premiers résultats permettant de distinguer les facteurs de succès de la démarche

De mars 2022 à janvier 2023, 150 jeunes ont été captés, dont une trentaine repérés (ayant fourni toutes les informations relatives à leur situation). Concernant la répartition filles/garçons, les résultats sont contrastés : sur Snapchat, les jeunes garçons restent majoritairement touchés - 73% de garçons pour 27% de filles, et sur TikTok - 77% de filles pour 27% de garçons. En effet, les jeunes filles sont plus de deux fois plus présentes sur TikTok que les garçons. *Comme on est deux femmes, les jeunes filles peuvent s'identifier, et c'est ce qui marche sur les réseaux sociaux*, ajoute Déborah Kitabi. Ce dernier réseau compte le plus d'abonnés, 715 début mai 2023, et les vidéos sont visionnées des centaines, parfois plus d'un millier de fois. Pour maintenir et augmenter l'audience, les mobilisatrices relèvent également l'importance d'une fréquence de posts soutenue, en particulier sur TikTok. Benjamin Hoffmann met en avant, quant à lui, l'importance du recrutement d'expert·es dans le domaine de la communication pour la réussite de la démarche. Il alerte néanmoins sur l'un des risques de la communication sur les réseaux sociaux : le rayonnement est large et le public touché ne se limite pas à la zone géographique du PRIJ, ni toujours à la catégorie d'âge ciblée, contrairement à des actions plus classiques d'« aller-vers ». Selon les mobilisatrices, 25 à 30% des jeunes touchés sont issus d'autres territoires. Enfin, si les postes de mobilisatrices de parcours web sont pérennisés, les acteur·rices ont prévu un élargissement de leur action, avec la création de comptes sur Twitch et Discord pour toucher un nouveau public. Les lives Twitch permettent de proposer un format différent, avec des interventions de jeunes et des temps de questions/réponses.

Contacts : Benjamin Hoffmann, b.hoffmannassociationavec.fr
Matthieu De Vriendt, matthieu.de-vriendt@val-doise.gouv.fr



< REPORTAGE >

PEUT-ON VRAIMENT QUITTER SA CLASSE SOCIALE ?

Cet épisode de la série « Les idées larges » de la chaîne ARTE s'intéresse à la question suivante : « Peut-on vraiment quitter sa classe sociale ? ». A travers l'intervention de la philosophe Chantal Jaquet, à l'origine du terme « transclasse », ce reportage aborde les trajectoires de celles et ceux qui passent d'une classe sociale à l'autre. En mobilisant la philosophie de Spinoza et son concept de « puissance d'agir », Chantal Jaquet démontre qu'il s'agit bien de pouvoir avant de vouloir et que la capacité d'agir pour changer de classe sociale ne relève pas du volontarisme (« quand on veut on peut »), du mérite ou du fatalisme (« tout est déjà joué d'avance »), mais s'inscrit en résonance avec un

ensemble de déterminants internes et externes à la personne. Selon elle, pour aborder ce sujet éminemment politique, il reste nécessaire de s'assurer que « celles et ceux qui ne peuvent rien vouloir, ne restent pas sur le bord de la route ».

<https://www.arte.tv/fr/videos/103447-005-A/peut-on-vraiment-quitter-sa-classe-sociale/>

< DANS LA PRESSE - DISPONIBLE AU PÔLE RESSOURCES >

- « *La Conférence nationale du handicap boycottée par le principal collectif d'associations* », Violaine Morin, Le Monde, 26 avril

www.lemonde.fr/societe/article/2023/04/26/les-associations-boycottent-la-conference-nationale-du-handicap_6171033_3224.html

- « *Travail social et grande précarité : entretien avec Véronique Le Goaziou* », Jean Bastien, Nonfiction, 10 avril,

www.nonfiction.fr/article-11684-travail-social-et-grande-precarite-entretien-avec-v-le-goaziou.htm

- Et, pour une approche quotidienne de l'actualité nationale de la Politique de la ville, le panorama de presse réalisé par le Réseau National des Centres de Ressources Politique de la ville : <https://www.scoop.it/topic/actu-politiquedelaville>



< À LIRE / À VOIR >



POUR UNE ÉCOLOGIE PIRATE. ET NOUS SERONS LIBRES

Fatima Ouassak, éd. la Découverte,
février 2023, 198 p

Nous manquons, aujourd'hui en Europe, d'un projet écologiste capable de résister aux politiques d'étouffement, dans un monde de plus

en plus irrespirable. D'un projet initié dans les quartiers populaires, qui y articulerait enfin l'ancrage dans la terre et la liberté de circuler. D'un projet dont le regard serait tourné vers l'Afrique et qui viserait à établir un large front internationaliste contre le réchauffement climatique et la destruction du vivant. [...] D'un projet se donnant comme horizon à la fois la libération des terres, la libération animale et l'égalité humaine, fondamentalement liées. D'un projet assumant la sécession face à des forces d'extrême droite toujours plus menaçantes. D'un projet permettant de prendre le large en quête du One Piece, le fameux trésor du manga éponyme, devenu symbole, dans les quartiers populaires, de la soif de liberté qui y gronde. [...] Ce projet, c'est celui de l'écologie pirate.

www.editionsладecouverte.fr/pour_une_ecologie_pirate-9782348075445

Extraits 4è de couv



POLICE ET SOCIÉTÉ EN FRANCE

Jacques de Maillard, Wesley Skogan, éd.
Presses de science po, février 2023, 380 p

La police n'est plus cet objet mystérieux raconté par les anciens « grands flics » et mis en scène par le cinéma, mais un vaste domaine de recherche où se croisent de nouvelles méthodes empiriques

(qualitatives et quantitatives) et de nouvelles approches théoriques (analyse du lien entre police et politique, des ressorts de la confiance du public, etc.). Synthèse des travaux les plus récents, cet ouvrage s'intéresse au regard que la société française porte sur l'institution policière. Il propose de dépasser les postures antagonistes afin d'éclairer le rôle et la place de la police, qu'elle soit locale ou nationale, civile ou militaire, publique ou privée. Il montre les ambiguïtés de son travail dans les espaces les plus conflictuels, les banlieues pauvres. Plus largement, il témoigne de ses transformations sous le triple effet de la diffusion du nouveau management public, de la privatisation de la sécurité et des régulations qui émergent dans des sociétés en proie à de fortes tensions.

www.pressessciencespo.fr/fr/book/?gcoi=27246100546260

4è de couv